LE FIGARO 21/07/94 (1)

De notre envoyé spécial au Rwanda

(2)

Partir, c'est mourir beaucoup...

La France n'a pas à rougir, au contraire, de l'action de son armée. Ce sera maintenant une tâche difficile de faire que Hutus et Tutsis se supportent les uns les autres.

La situation des réfugiés rwandais de Goma (Zaïre) constitue la « *crise la plus grave* », a affirmé hier le président de Médecins sans frontières (MSF)-international. Les secours ne couvrent que 20 % des besoins alimentaires et 5 % des besoins en eau des réfugiés, et « *l'alimentation qui leur est apportée n'est pas adaptée à leur état physique* », a estimé le président de MSF. Par ailleurs, des centaines de corps gisent disséminés aux abords de la ville frontière et les médecins craignent une épidémie de choléra parmi le million de réfugiés rassemblés en territoire zaïrois.

Le premier ministre, Edouard Balladur, a annoncé hier que les Nations unies devraient disposer d'une force de 2 000 hommes au Rwanda d'ici à la fin du mois. Paris « *utilisera tous les moyens diplomatiques à sa disposition pour accélérer l'arrivée de la Minuar renforcée* » et « *continuera à exiger que les auteurs des massacres soient appelés à rendre des comptes, selon les procédures internationales existantes* », a déclaré Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement.

Quarante soldats tchadiens sont arrivés hier à Goma pour se préparer à intégrer la Minuar II. Le déploiement de cette force est la condition du retrait des forces françaises de l'opération humanitaire Turquoise. « *Le gouvernement français entend se conformer rigoureusement à la ligne de conduite qu'il s'était fixée dès l'origine* », a rappelé Nicolas Sarkozy. Il « *entretiendra donc des contacts politiques étroits avec le nouveau gouvernement du Rwanda* » d'unité nationale au sein duquel le FPR est majoritaire. Edouard Balladur a demandé au secrétaire général du Quai d'Orsay, Bernard Dufourcq, et au général Germanos, sous-chef des opérations de l'état-major des armées, de se rendre à Kigali. *(AFP, Reuter.)*

PAR **Jean d'ORMESSON**
de l'Académie française

Ma nounou est colonel. Avec une efficacité, une patience, une amitié merveilleuses, le lieutenant-colonel Boielli ne s'est pas contenté de me couvrir de chandails et de parkas, car il fait froid la nuit sous l'équateur à 1 500 mètres d'altitude, il m'a aussi servi de guide dans le pays des Mille Collines ravagé par la plus terrible des guerres : la guerre civile. Un matin que je n'oublierai plus, il m'a emmené à l'Emmir de Cyangugu.

A l'extrême sud-du lac Kivu, à deux pas du Zaïre qu'on atteint par un pont, l'Emmir est un Elément médical modulaire d'intervention rapide. Dans un cadre délicieux comme toujours au Rwanda, il offre la vision d'un enfer où les anges se battraient contre le mal. C'est au Blatra, victime lui aussi, vers la fin des années 60, d'un génocide effroyable bien légèrement accepté par les grandes puissances, qu'est née l'idée de l'Emmir.

L'Emmir fonctionne sur demande des pays intéressés. Celui de Cyangugu est installé dans un stade où s'est déroulée, comme partout, la lassante litanie des regroupements et des massacres. On a beaucoup tué hier dans cet endroit où on soigne aujourd'hui. Dès l'arrivée, on aperçoit aux portes, gardées par des soldats français, une queue interminable de blessés et de malades. Un pré-tri s'effectue dès ce stade : des médecins vont repérer dans la queue ceux qui sont le plus mal en point et qui exigent des soins immédiats. Les autres attendent avec cette patience déchirante qui est la marque des pauvres.

L'Emmir ne se contente pas de soigner ceux qui viennent à lui. Il va chercher au loin ceux qui ont un trou à la place du visage ou ceux à qui on a coupé les deux jambes à la machette. Ces opérations de commando médical sont appelées « *extractions* ». Il y a plusieurs sortes d'extractions. Souvent, l'armée française est prévenue qu'un Tutsi se cache parmi les Hutus ou un Hutu parmi les Tutsis. On envoie alors quelques hommes pour essayer de le trouver et de le ramener dans un camp. Les extractions d'Emmir sont strictement médicales. On voit arriver ainsi à l'Emmir toute la misère du monde. Et on ne distingue pas ici entre Tutsis et Hutus.

Par un paradoxe cruel, le problème d'Emmir est double : il faut aller chercher au loin ceux qui ont le plus besoin d'aide, et il faut, en même temps, refuser sur place beaucoup de blessés et de malades qui souffrent mais qu'il est impossible d'accueillir parce qu'un afflux trop important de patients étoufferait le système et l'empêcherait de fonctionner.

Le médecin-chef Auclair et ses compagnons, qui font un travail prodigieux, m'explique avec un calme qui vous met au bord des larmes le dilemme auquel, chaque jour, chaque heure, presque chaque minute, il est confronté : à chaque instant, il faut choisir. Choisir de prendre celui-ci et de rejeter celui-là, de sauver celui-ci et de condamner celui-là. Une énorme proportion de malades et de blessés est séropositive. Voici un tuberculeux qu'on pourrait sauver à force de dévouement et de soins. Mais on sait qu'il mourra de toute façon dans deux mois du sida : inutile de lui consacrer un temps qui sera plus précieux pour ceux qui survivront.

Les drames succèdent aux drames. Quand je suis arrivé à l'Emmir, un enfant venait de mourir. On attendait du sang pour une transfusion. Le sang n'est pas arrivé. L'enfant est mort. « *Bien sûr*, me dit le médecin avec un calme effrayant qui cache le désespoir, *bien sûr, j'aurais pu lui donner le mien. Mais si je donne mon sang à lui, pourquoi ne pas le donner aux autres ? Nous avons dû établir une discipline qui nous coûte.* »

Le médecin-chef, ses adjoints, tout le personnel militaire et médical, les Mauritaniens venus en renfort, les infirmières aussi et surtout, il faudrait les citer tous et toutes. Les infirmières effectuent 80 heures de travail par semaine. Elles travaillent deux nuits par semaine. Une des infirmières est tutsie, avec une mère hutue ; une autre est hutue, avec une mère tutsie. Elles sont devenues amies et se dévouent ensemble. Les médecins se dépensent sans compter, avec la sérénité que donne devant les désastres le sentiment du devoir accompli. Ce qu'ils volent chaque jour, ce que j'ai vu en essayant de ne pas fondre en larmes dépasse l'imaginable. J'ai vu Alfred. Il n'allait pas bien : pour faire vite, les tueurs l'avaient jeté dans le feu. J'ai vu Benoît : jambes coupées à la machette. J'ai vu une femme bâtonnée. C'était assez loin des femmes battues de chez nous. On s'était servi du bâton, mais aussi du poignard et du marteau.

Les médecins ne donnent pas seulement leur savoir et leur temps. Ils courent des risques effrayants. Un médecin mauritanien d'un niveau exceptionnel, professeur agrégé au Val-de-Grâce, s'est blessé en soignant un malade porteur du sida. Le pronostic est très réservé. Grâce à Dieu, il n'y a pas seulement à l'Emmir des malheurs et des morts. Au cours de ma visite, un enfant est né. J'ai le plaisir d'annoncer à M. le Président de la République – à qui je souhaite un prompt rétablissement – que la mère a exprimé le vœu que son enfant porte le nom de *Mitterrand*. J'ai le regret de lui indiquer que nous avons été quelques-uns à lui déconseiller le choix de ce prénom, comme nous lui aurions déconseillé d'appeler l'enfant *Auriol* ou *De Gaulle*. L'accord a fini par se faire sur le beau prénom de *François*. M. le Président, cet enfant né il y a quelques heures à l'Emmir de Cyangugu est en quelque sorte votre filleul. Il se porte bien. Il n'est pas gros.

Le fonctionnement d'un hôpital comme l'Emmir entraîne des trois considérables : 600 millions de francs. La somme m'a paru si forte que je me la suis fait répéter plusieurs fois. Toute l'opération « Turquoise » est évidemment un gouffre financier à la seule charge de la France. Cet aspect économique d'un drame humain contribue à poser une question redoutable : celle du désengagement des troupes françaises et du terme de l'opération.

Le gouvernement français l'a dit et répété : l'intervention est limitée dans le temps. Dès la fin de juillet, trois cents hommes doivent être rappelés. Le mandat donné à la France par les Nations unies devraient prendre fin entre le 21 et le 23 août. Les Français devraient être progressivement remplacés par les forces des Nations unies au Rwanda qui portent le nom de Minuar et par des détachements africains. Tout cela serait parfait s'il n'y avait pas au Rwanda les problèmes spécifiques que nous avons essayé d'évoquer : la haine entre Tutsis et Hutus, la marée humaine des réfugiés, le chaos et la peur.

La guerre au Rwanda n'est pas tout à fait une guerre comme les autres : il n'y a pas de prisonniers. Il n'y a que des morts. C'est une guerre où des enfants de dix ans enfoncent des barres d'acier dans le ventre des femmes anciennes, où des enfants de huit ans dénoncent comme tortionnaires et assassins des enfants de douze ans, où on coupe les tendons d'Achille des nouveau-nés pour les empêcher à jamais de marcher, où une famille hutue qui traversait les lignes du FPR a abandonné dans la forêt un bébé dont les cris risquaient d'attirer l'attention des soldats tutsis du FPR. Ce sont des soldats français qui, sur les indications de la famille, ont retrouvé le bébé il dormait dans la forêt. Des actions comme celle-là deviennent vite des légendes qui courent de bouche en bouche. Je crois qu'il est permis de dire que les troupes françaises au Rwanda sont admises et respectées par tous – avec les réserves que j'ai faites sur la présence des bourreaux dans la « zone humanitaire sûre ».

Il faut le dire avec force : les officiers et les hommes que j'ai rencontrés au Rwanda sont dignes d'admiration. Du général Lafourcade, qui commande, de Goma, l'ensemble de « Turquoise », du colonel Hogard, de la Légion, qui commande à Cyangugu le groupement sud, du colonel Rosier, des parachutistes coloniaux, de qui dépendent les fameuses « opérations spéciales », du colonel Sanre, dont j'ai déjà parlé, qui règne à Kibuye sur le destin du groupement nord, on ne peut dire qu'une seule chose : ce sont des hommes. Ce sont des soldats qui obéissent aux ordres et qui font leur devoir. Et ce sont des hommes dont l'action fait oublier la haine dont sont capables d'autres hommes.

Je voudrais citer, mais je ne le peux pas, tous ceux qui les entourent et dont le courage devant l'horreur, l'efficacité, la sérénité grave, m'ont beaucoup impressionné. Je crois qu'ils ont impressionné aussi les populations locales et les réfugiés. Je me souviens d'un lieutenant de la Légion. Je me souviens d'un capitaine qui portait un châche avec un sourire ironique. Je me souviens d'un officier des « opérations spéciales » dont on voudrait as faire un ami. Le sentiment que j'ai est que le départ des Français portera un coup terrible à des millions de Rwandais des deux bords. Et que la Minuar et les Africains auront beaucoup de mal à les faire oublier.

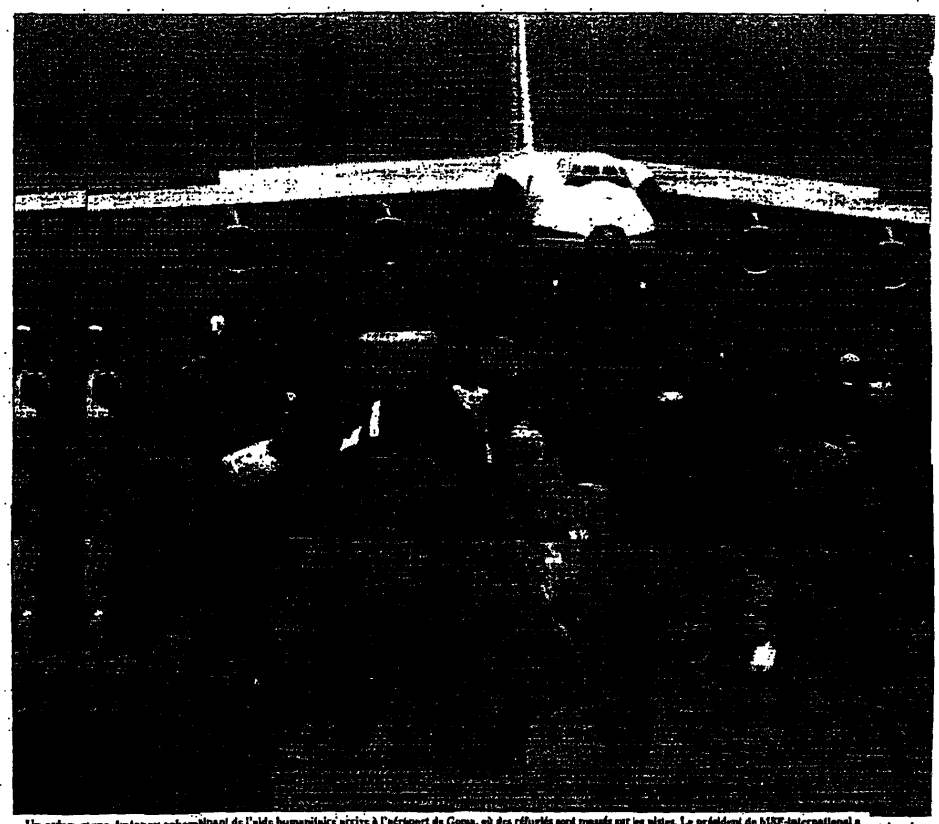
Je n'ai pas rencontré le général Romeo Dallaire, qui est à la tête de la Minuar. Il est canadien. Je ne doute pas de ses qualités. Mais tous les Rwandais avec qui j'ai parlé se méfient, je dois le dire avec simplicité – et peut-être se trompent-ils – des Nations unies, de la Minuar, des contingents africains qui pourraient remplacer les Français. Au point que quelqu'un m'a suggéré que la première mesure à prendre serait de changer le nom de la Minuar, autrement moins populaire que celui de « Turquoise ». Au général Dallaire, pour employer un langage gaulien, je souhaite bien du plaisir. L'Europe a montré combien il lui était difficile de maîtriser les problèmes de la Bosnie. Je craint que les Nations unies ne rencontrent les mêmes difficultés au Rwanda. C'est un terrible défi. Il faudra beaucoup d'efforts aux Nations unies, à la Minuar et aux pays africains pour remplacer l'armée française.

On peut naturellement se dire qu'il ne fallait pas se mêler de la guerre au Rwanda. Les Tutsis et les Hutus font leur propre malheur. Ce sont des étrangers. Ils n'ont pas la même couleur de peau que nous. Ils sont loin. Laissons-les donc se massacrer à leur guise. C'est un raisonnement que j'aurais pu comprendre – à la rigueur – avant d'aller au Rwanda, à Kibuye, à Gisenyi, à Cyangugu, à Gikongoro. Maintenant que j'ai rencontré Jean-Baptiste et Éric, ils sont devenus quelque chose qui rassemble à mon prochain. Quel sera le sort, quand nous serons partis, des trois cents orphelins de Jean-Baptiste et du colonel Sanre ? Peut-être parce qu'ils ont chanté pour moi dans la nuit de Kibuye, je lance ici un appel pour qu'au milieu de tant d'autres drames et de tant de souffrances, ils ne soient pas oubliés. Nous n'avons pas à refaire – loin de là – de l'action de l'armée française au Rwanda. Mais nous sommes pris c'est vrai, dans un piège humanitaire fait de la haine entre deux peuples et de millions de réfugiés.

L'armée républicaine a obéi aux ordres. C'est aux politiques maintenant de prendre leurs responsabilités. Elles sont lourdes. J'ai essayé de raconter ce que j'ai vu au Rwanda. Je ne sais pas ce qu'il faudrait faire pour empêcher le génocide de reprendre, pour que la haine ne triomphe pas et pour que les hommes ne continuent pas à mourir par centaines de milliers.

S'il faut tirer une leçon du drame du Rwanda, c'est que les hommes sont tous coupables et qu'ils sont tous innocents. Il n'y a pas des bons et des mauvais. Il n'y a que l'engrenage de la haine et de la violence. Les colonnes interminables de Hutus réfugiés défilent devant les hôpitaux où sont soignés les Tutsis qu'ils ont massacrés à la machette. La seule solution est celle que sont peut-être en train d'inventer au Proche-Orient – si que Dieu les protège et les uns et les autres ! – Palestiniens et Israéliens : il faut que les hommes se tolèrent et qu'ils apprennent à vivre ensemble. La pire des solutions est de tuer tout le monde : on ne tue jamais tout le monde ; il reste toujours des survivants pour tuer les bourreaux. La moins mauvaise solution est de se supporter les uns les autres. Ce sera une tâche difficile de faire que les Tutsis supportent les Hutus et que les Hutus supportent les Tutsis. C'est la tâche à laquelle, milieu de tant d'autres drames et de tant de souffrances, ils ne soient pas oubliés. Nous n'avons pas à refaire – loin de là – de l'action de l'armée française au Rwanda. Mais nous sommes pris c'est vrai, dans un piège humanitaire fait de la

J. d'O.



Un avion-cargo Antonov acheminant de l'aide humanitaire arrive à l'aéroport de Goma, où des réfugiés sont massés sur les pistes. Le président de MSF-international a alerté hier l'opinion sur la situation catastrophique de ces réfugiés, les secours ne couvrant que 20 % des besoins alimentaires et 5 % des besoins en eau. (Photo France/AP.)

« On ne tue jamais tout le monde ; il reste toujours des survivants pour tuer les bourreaux. »

« Dans ce tte guerre, il n'y a pas de prisonniers. Il n'y a que des morts. »

« La leçon de cette tragédie ? Les hommes sont tous coupables et sont tous innocents. »

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur » BEAUMARCHAIS

DIRECTION, ADMINISTRATION, RÉDACTION, IMPRESSION : 37, RUE DU LOUVRE, 75081 PARIS CEDEX 02. TÉL. 42.21.36.00 TÉLEX. 214.11-F

PUBLICITÉ 25, RUE MATIGNON, 75393 PARIS CEDEX 08. TÉL. 40.76.26.00 TÉLEX 28.00.12

Algérie 4,00 din. - Allemagne 3 DM - Antilles 8 F - Autriche 25 AS - Belgique 40 FB - Cameroun 750 CFA - Canada 2,50 $ - Côte-d'Ivoire 700 CFA - Egypte 1,25 L - Espagne 190 p. - Gabon 750 CFA - Grande-Bretagne 85 pence - Grèce 250 drachmes - Irlande 2 £ - Italie 2 400 LIT - Liban 3 £ - Luxembourg 40 FL - Maroc 7 dh. - Portugal cont. 180 esc - Sénégal 700 CFA - Suisse 2 FS - Tunisie 850 mil. - USA New York 3 $ - Autres pays OCA 750 CFA.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FIGARO
Siège social : 25, avenue Matignon, PARIS-8e.
DIRECTOIRE DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION
ROBERT HERSANT, Président, directeur politique du « FIGARO »
PHILIPPE VILLIN, Vice-président-directeur général
ANDRÉ BOUSSEMART,
ANDRÉ GILLET, CHRISTIAN GRIMALDI, membres du Directoire,
CONSEIL DE SURVEILLANCE
JEAN BIOT : Président du Conseil de surveillance
MICHEL-J. MARBLEY, Président d'honneur du Conseil de surveillance
JEAN-CLAUDE LEVÉQUE, Vice-président du Conseil de surveillance

COMITÉ ÉDITORIAL
ALAIN PEYREFITTE : Président
Membres : MAX CLOS, JACQUES FAIZANT, ANDRÉ FROSSARD, JACQUES JACQUET-FRANCILLON, FRANZ-OLIVIER GIESBERT, XAVIER MARCHETTI, CHARLES REPMOS, ANTHONY-PIERRE SAMANO, HÉLÈNE SOTHOUBI, PAUL GUILBERT, GÉRARD MORADOU, GEORGES SUFFERT, THIERRY DE MONTBRIAL, CHARLES LAMBROSCHINI.

PAGES OPINIONS MAX CLOS, responsable de la page

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTEUR DES RELATIONS INTERNATIONALES : JACQUES JACQUET-FRANCILLON
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION FRANZ-OLIVIER GIESBERT
DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION MICHEL SCHIFRES
RÉDACTEUR EN CHEF ÉCONOMIQUE YVES MESSAROVITCH
ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, CHARGÉ DES GRANDS REPORTAGES ET DE LA PROSPECTIVE THIERRY DE MONTBRIAL
LE FIGARO MAGAZINE : MADAME FIGARO
DIRECTEUR GÉNÉRAL : LOUIS PAINVELIS

PUBLICITÉ PUBLIPRINT : CYRILLE DUVAL, président

SOCIÉTÉ DU FIGARO SA : Siège social : 25, avenue Matignon, PARIS-8e
CHRISTIAN GRIMALDI : Président et directeur de la publication
MAX CLOS : Directeur délégué de la publication

Commission paritaire N° 57064

SERVICE VENTE TÉL. 46.71.71.71
ABONNEMENTS PORTAIL TÉL. 42.18.81.33
ABONNEMENTS PORTÉS TÉL. 43.87.96.90

TARIFS D'ABONNEMENT
LE FIGARO + MAGAZINE + MADAME + TV + GUIDES + ÉCONOMIE + LITTÉRAIRE
RÉGIE/SCOPE pour Paris et région seulement / PATRIMOINE
● PAR PORTAGE à DOMICILE (Renseignements au 42.87.90.90)
Seulement pour certaines communes de Paris et de la région parisienne, 440 F toutes les 6 semaines ou 720 F par prélèvement tous les 4 semaines.
● PAR LA POSTE (Renseignements au 42.18.81.33)
Pour toutes les autres communes en France métropolitaine, 2 280 F pour 1 an, 1 580 F pour 6 mois, 880 F pour 3 mois, nous consulter pour l'étranger.

Ce journal se compose de :
■ Edition nationale : cahier 1 commun (28 p.) cahier 2 Fig-Eco (8 p.)
■ Edition du Figaro : édition nationale cahier 3 Lyon Figaro (16 p. tabloïd)

Composition-Impression-Siège 37, rue du Louvre - Paris